



Atelier de renforcement des capacités sur la prévention de l'extrémisme violent par l'éducation en Afrique de l'Ouest et dans le Sahel

Note conceptuelle

9-11 mai 2017

Dakar, Sénégal

Version 21 mars 2017

Contexte

Il est de plus en plus important de prévenir l'extrémisme violent par l'éducation (PEV-E), comme en témoigne la décision du Conseil exécutif de l'UNESCO en 2015, dans laquelle les États membres ont exprimé leur engagement collectif envers la PEV-E et ont demandé à l'UNESCO de soutenir le renforcement des capacités des principales parties prenantes (Décision 197 EX/46), ainsi que la Résolution A/70/L.55 de l'Assemblée générale des Nations Unies du 1^{er} juillet 2016 intitulée « Examen de la Stratégie antiterroriste mondiale des Nations Unies » et le Plan d'action pour la prévention de l'extrémisme violent émis par le Secrétaire Général des NU en 2015.

La Secrétaire Générale de la Francophonie, Son excellence Madame Michaëlle Jean, accorde une attention particulière à la lutte contre la radicalisation et à la prévention de l'extrémisme violent par l'Éducation et œuvre en faveur de l'association des efforts des organisations partenaires pour combattre ce fléau.

L'UNESCO œuvre dans le domaine de la PEV-E en s'inspirant de son engagement de longue date en faveur de la paix et de l'éducation aux droits de l'homme et, plus récemment, à l'éducation à la citoyenneté mondiale (ECM) qui vise à favoriser le respect de tous, à renforcer le sentiment d'appartenance à une humanité commune et à aider les apprenants à devenir des citoyens mondiaux responsables et actifs.

Cet atelier est organisé sur la base d'un partenariat de longue date entre l'UNESCO et l'*Organisation internationale de la Francophonie* (OIF), qui renforce son action sur la PEV, notamment dans le cadre de la plateforme « *Libres ensemble* », lancée pour permettre aux jeunes de s'exprimer sur la citoyenneté, la liberté, la diversité, le vivre ensemble, etc. par le biais des médias sociaux, de l'éducation, des activités culturelles, économiques et artistiques.

Le travail de l'UNESCO comprend l'élaboration de ressources éducatives telles que (i) un Guide du personnel enseignant pour la gestion des discussions en classe dans le cadre de la prévention de

l'extrémisme violent (PEV); (ii) un Guide politique sur la PVE pour les décideurs de l'éducation, afin de soutenir les efforts nationaux visant à intégrer l'ECM dans leurs systèmes éducatifs; (iii) un centre d'échange d'informations sur l'ECM, y compris les ressources pertinentes à la PEV-E, hébergé par le Centre Asie-Pacifique d'éducation pour la compréhension internationale sous les auspices de l'UNESCO (APCEIU).

Ces ressources ont été présentées aux États membres et experts de toutes les régions à l'occasion de la *Conférence internationale sur la Prévention de l'extrémisme violent par l'éducation : Agir* (New Delhi, septembre 2016), organisée avec l'Institut Mahatma Gandhi de l'UNESCO pour l'éducation pour la paix et le développement durable (MGIEP). L'Organisation Internationale de la Francophonie a participé et apporté son soutien à cette conférence.

L'atelier régional de renforcement des capacités sur la prévention de l'extrémisme violent par l'éducation, organisé conjointement par la famille de l'UNESCO et l'OIF, utilisera principalement des matériels de l'UNESCO et ceux à l'intention des jeunes promus par l'OIF. Cet atelier fait suite à une initiative similaire pour les parties prenantes de l'éducation de l'Afrique de l'Est et australe organisée à Addis-Abeba, en février 2017, par l'UNESCO, à travers son Institut international pour le renforcement des capacités en Afrique (IICBA).

Objectif :

Renforcer les capacités des décideurs en matière d'éducation et des formateurs d'enseignants, principalement dans le contexte de l'éducation formelle, mais aussi impliquer (mais dans une moindre mesure) ceux qui travaillent dans des contextes éducatifs non formels et informels, pour concevoir et mettre en œuvre des politiques et pratiques pertinentes et efficaces qui contribuent à la prévention de l'extrémisme violent et, au final, à la paix durable dans les pays de l'Afrique de l'Ouest et de la région du Sahel.

Objectifs spécifiques :

- Etablir une compréhension commune des concepts clés et des domaines d'intervention prioritaires en ce qui concerne la politique de l'éducation, les programmes d'enseignement et la formation des enseignants dans les pays de l'Afrique de l'Ouest et du Sahel.
- Promouvoir des politiques, des programmes d'enseignement et des approches pédagogiques qui aident à bâtir la résilience des apprenants à l'extrémisme violent et à entretenir une culture de la paix.
- Créer un réseau de décideurs et de formateurs d'enseignants pour faciliter l'échange continu d'expériences, de leçons et de bonnes pratiques dans la région.

Résultats attendus :

- Les décideurs politiques et les formateurs d'enseignants disposent d'informations pertinentes et des capacités nécessaires pour exploiter pleinement le potentiel de l'éducation en vue de prévenir l'extrémisme violent à travers des réformes et mesures nécessaires.

- Les premières feuilles de route nationales sont discutées et décrites pour l'intégration de la prévention de l'extrémisme violent dans les politiques et pratiques éducatives, en commençant par les programmes d'enseignement et la formation des enseignants.
- Un partenariat et un réseau régionaux sont mis en place pour soutenir l'échange et la mise en œuvre d'activités visant à prévenir l'extrémisme violent par l'éducation.

Méthode :

- Présentations et discussions en plénière
- Discussions en petits groupes

Date et lieu de l'atelier :

L'atelier de formation aura lieu au Bureau de l'UNESCO à Dakar (Sénégal) du 9 au 11 mai 2017.

Portée :

Les présentations et les discussions seront axées sur le niveau pré-universitaire, en particulier l'éducation formelle post-primaire. Toutefois, compte tenu du nombre considérable d'enfants et de jeunes non scolarisés dans la région, des possibilités d'éducation non formelle et même informelle seront évoquées et discutées. Des parlementaires et des représentants de la société civile, en particulier des organisations de jeunesse, seront invités pour faire le point sur les possibilités d'éducation non formelle et informelle et sur les leviers pour faire avancer la prévention de l'extrémisme violent.

Participants :

Quatre personnes de chaque pays francophone et trois personnes d'autres pays de l'Afrique devraient participer.

Pour chaque pays, les participants comprendront : (i) un haut fonctionnaire (Secrétaire général ou Directeur de cabinet) ; (ii) un directeur ou un haut fonctionnaire chargé de la formation des enseignants ou des programmes d'enseignement ; (iii) un formateur principal d'enseignants ; et (iv) un parlementaire ou un représentant des organisations de la société civile (pour les pays francophones seulement).

Les participants prépareront, avant leur participation à l'atelier, une note d'information de deux pages sur leur pays, dont les points suivants :

- I. Brève cartographie des initiatives et des expériences nationales en matière d'intégration de la prévention de l'extrémisme violent dans la politique et les pratiques éducatives ;
- II. Exemples de bonnes pratiques/de pratiques éprouvées pour construire la résilience des apprenants face à la violence ;
- III. Plans et programmes futurs pour prévenir l'extrémisme violent par l'éducation (PEV-E) dans la politique et les pratiques éducatives, y compris l'analyse des défis et des opportunités.

Les coûts de l'atelier, y compris l'appui à la participation, seront pris en charge par les organisateurs (UNESCO et OIF).

Pays :

Burkina Faso, Côte d'Ivoire, Gambie, Guinée-Bissau, Libéria, Mali, Mauritanie, Niger, Sénégal et Sierra Leone (provisoirement).

Langues de travail :

Les langues de travail de l'atelier seront le français et l'anglais.

Partenaires :

La formation est organisée par la famille de l'UNESCO (Dakar, Paris, IICBA et APCEIU) et l'OIF.